

Études d'histoire religieuse



Guy Laperrière, *Les congrégations religieuses. De la France au Québec, 1880-1914, I, Premières bourrasques, 1880-1900*, Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université Laval, 1996, XII-228 p. 29 \$

Jean Séguy

Volume 63, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1007539ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1007539ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Séguy, J. (1997). Compte rendu de [Guy Laperrière, *Les congrégations religieuses. De la France au Québec, 1880-1914, I, Premières bourrasques, 1880-1900*, Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université Laval, 1996, XII-228 p. 29 \$]. *Études d'histoire religieuse*, 63, 124–127. <https://doi.org/10.7202/1007539ar>

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

l'introduction nous familiarise avec les origines et objectifs de ce grand ordre religieux.

L'ensemble est traité de façon à constituer une contribution à la connaissance non seulement des Rédemptoristes mais du catholicisme nord-américain et tout spécialement canadien. Ce dernier, dans sa version anglophone, souffre du manque de monographies de ce genre. En final, Laverdure cite l'ouvrage de Raymond Hostie sur la vie et la mort des ordres religieux. Or, Patricia Wittberg, avec sa synthèse *The Rise and Fall of Catholic Religious Orders*, parue chez Suny Press, ouvre la question à de nouvelles perspectives, qui sont grandement présentes dans le tracé historique de Laverdure.

Paul-André Turcotte
Faculté de sciences sociales et économiques
Institut Catholique de Paris

* * *

Guy Laperrière, *Les congrégations religieuses. De la France au Québec, 1880-1914, I, Premières bourrasques, 1880-1900*, Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université Laval, 1996, XII-228 p. 29 \$

L'ouvrage de Guy Laperrière, de l'Université de Sherbrooke, se présente comme le premier d'une série de trois tomes. Le titre général dit l'objet de l'entreprise: il s'agit des congrégations religieuses au Québec, entre 1880 et 1914. Ici la période 1880-1900 est seule étudiée.

L'importance sociale et culturelle des ordres et congrégations religieux semble aujourd'hui admise de tous; dans les pays de «vieille chrétienté», elle s'est révélée considérable, jusqu'à une époque récente. C'est par la médiation de ces intermédiaires que l'Église a longtemps réussi à dominer la vie sociale.

Cependant, si au Québec, l'État s'est souvent contenté d'encourager et de subventionner l'oeuvre des congrégations, dans les divers domaines où elles lui évitaient d'avoir à investir lui-même, il en allait autrement en France. La Révolution et l'Empire ne s'étaient pas retirés sans laisser quelques traces et désirs de revanche. L'arrivée des républicains au pouvoir – en France – eut pour conséquence, vers la fin du XIX^e siècle, un certain nombre de mesures destinées à entraver le développement des oeuvres congréganistes (et celles des «grands ordres» d'ailleurs): à partir de 1880, on voit se succéder expulsions de religieux, législation scolaire vexatoire de plusieurs façons, loi militaire de 1889 – qui met «les curés sac au dos» -, les mesures fiscales enfin... Cela n'était qu'un début: le pire viendrait entre 1900 et

1914, les choses se calment alors – si l'on peut dire – pour permettre l'«union sacrée» contre le Boche!

1880 marque aussi l'accélération d'un déplacement intéressant de populations congréganistes, de France vers le Nouveau Monde, vers le Québec en particulier. C'est à ce moment-là que G. Laperrière fait commencer son étude. Avec raison, car de 1837 à 1900 on voit 33 communautés (20 d'hommes, 13 de femmes) venir de France au Québec, tandis que, entre 1840 et 1896, on voit naître au Québec 21 congrégations de femmes, mais aucune d'hommes.

À vrai dire, de même qu'elle avait commencé avant 1880, l'implantation de congrégations françaises au Québec se poursuit au delà de 1900: 1230 religieux et religieuses passent de France au Québec entre 1902 et 1904. G. Laperrière pose ici la question qui va structurer ses recherches: que se passe-t-il dans le moment étudié? Comment expliquer la floraison des congrégations féminines québécoises et, en même temps, l'installation de nombreux religieux, mais aussi de religieuses français? Et dans le cas de cette immigration, qu'est-ce qui prédomine, d'un appel des religieux français désireux d'échapper à l'asphyxie dans leur pays, ou d'un éventuel appel de main d'oeuvre de la part des Québécois dans une contrée où la besogne ne manquait pas? Guy Laperrière note en effet qu'en 1880 le Québec apparaît «maître de son destin religieux», et capable de réguler le flux migratoire des congréganistes.

À décliner, par monographies successives, le détail de cette histoire, l'auteur en arrive assez vite à une première conviction: les racines du phénomène considéré se révèlent multiples; les lois françaises frappant les religieux fournissent l'occasion plus souvent que la cause des pieuses migrations observées. Dans certains cas, elle ne jouent aucun rôle causal déclencheur. L'implantation des religieux français dépend, en fait, des stratégies – changeantes éventuellement – des évêques; mais aussi elle apparaît fonction des transformations de la société québécoise elle-même. Enfin, elle est liée à l'influence que sont capables d'exercer dans l'Église certains réseaux de familles bourgeoises et certains réseaux de colonisation: celui que le curé Labelle se montre capable de structurer autour de sa personne et de la cause des Laurentides peut servir ici de paradigme. G. Laperrière montre bien qu'en dernière analyse, la venue des congréganistes français et françaises et leur établissement au Québec entre dans un ensemble stratégique vaste: il s'agit pour les évêques québécois (et en 1880-1900), d'une part, de tirer le maximum possible des effets religieux féconds du réveil religieux des décennies précédentes, et de la vague d'ultramontanisme des années 70, deux phénomènes dont les congrégations québécoises nouvelles témoignent; d'autre part il s'agit encore d'empêcher que la société québécoise ne

soit envahie par les idées révolutionnaires venues de France (en particulier) et que les «libéraux» véhiculent volontiers. À cette fin, renforcer le contrôle déjà en place de la société par le clergé et l'intelligentsia catholiques s'impose comme une réussite impliquant la cohésion du «parti catholique»: dans cette perspective, congrégations enseignantes et hospitalières peuvent jouer un rôle efficace. C'est dans la perspective globale que nous venons de dire que stratégies colonisatrices à la Labelle, fondations religieuses québécoises, implantation de religieux et religieuses étrangères revêtent un sens «causalement adéquat» (pour parler comme Max Weber que l'auteur, lui, n'invoque pas).

L'ouvrage ici recensé n'est que le premier de trois, dont deux encore à venir. L'effort de recherche – en France comme au Québec – s'est étalé sur une quinzaine d'années. Pourquoi semble-t-on avoir voulu donner à cette lourde enquête un faux air «populaire» dont témoigne, à sa façon, l'Annexe finale: «Pour s'y retrouver dans les congrégations religieuses»? Qu'on nous permette aussi de le remarquer, certaines notes bibliographiques nous ont semblé légères: pas toutes, et de loin!; mais – pour prendre cet exemple – l'ouvrage relativement récent de Serge Grandais, intitulé *Clément Miyonnet* (Paris, CID, 1991) s'imposait dans la bibliographie concernant les débuts des religieux de Saint-Vincent-de-Paul. De même, la notice sur les Filles du Coeur de Marie (p. 143-145) aurait supporté une bibliographie plus récente, en même temps que plus nourrie. Mais laissons les brouilles de ce genre.

La force de l'ouvrage – tel qu'on peut en juger par ce premier tome – nous paraît résider dans son ancrage dans les archives, et dans la connaissance dont il fait preuve des travaux généraux précédents, qu'ils concernent le Québec ou la France. Mérite aussi d'être louée l'attention que l'auteur porte aux évolutions – politiques, religieuses, sociales, économiques – des deux sociétés globales concernées. La volonté de dépasser les causalités parcellaires et de juger les choses par rapport à la longue durée, mais aussi en fonction d'une utopie et d'une stratégie englobante nous semble également devoir être soulignée et louée. Il y a encore à noter, d'ailleurs, l'attention accordée aux conflits dans cette recherche: à l'intérieur de l'Église, entre les ordres/congrégations et les évêques, entre les congrégations elles-mêmes et avec le clergé séculier... Décidément, les ennemis des gens de bien ne se situent pas tous dans une complète extériorité au domaine religieux.

Faut-il le dire? On attend avec impatience les deux tomes à suivre.

Jean Séguay
Directeur de recherche honoraire
C.N.R.S.

* * *

Patrice Dutil, *L'avocat du diable: Godfroy Langlois et la politique du libéralisme progressiste à l'époque de Laurier*, préf. de Gérard Pelletier, trad. de l'anglais par Madeleine Hébert, Montréal, Éd. Robert Davies, 1996, 286 p. 25 \$

Ce livre, à caractère biographique, est la traduction d'un ouvrage paru en anglais en 1994, lui-même produit d'une thèse de doctorat soumise en 1987. À peu d'exceptions près, Patrice Dutil soumet donc un essai qui ne tient pas compte des oeuvres publiées dans son champ de travail depuis quelque dix ans. Ce constat conduit-il à classer ce livre dans la catégorie des écrits déjà presque dépassés, sans importance historiographique? Je réponds par la négative même si, par ailleurs, je suis d'avis qu'il faille atténuer la portée générale de l'interprétation centrale de cette étude.

D'où vient l'intérêt de ce travail? D'abord, il livre, en pièces bien ciselées, la vie et l'œuvre de Godfroy Langlois (1866-1928), journaliste, politicien et diplomate, que l'auteur présente, abusivement toutefois, comme le «père intellectuel du Québec moderne». En dépit de ce que peuvent prétendre quelques historiens pour qui seule compte l'étude des personnages célèbres, cette carrière, secondaire au fond, méritait quand même bel et bien d'être sortie de l'ombre. Le lecteur y découvre le député libéral siégeant à l'Assemblée législative du Québec de 1904 à 1914 mais, surtout, le virulent journaliste de combat qui, dans des journaux libéraux comme *La Patrie*, *Le Canada* et *Le Pays*, entre autres, dévoile entre les années 1895 et 1914 une idée maîtresse qui assure l'originalité de son œuvre et celle-là même de ce livre: le libéralisme radical dit progressiste, son credo socio-politique qu'il défend principalement sur les scènes municipale et provinciale et dont il devient le porte-parole indiscutable mais combien controversé jusqu'à sa nomination — son exil? — à Bruxelles en 1914 à titre de représentant commercial du Québec. En douze chapitres bien construits, Dutil révèle la ténacité, la rigueur, les engagements d'un homme bâti d'une pièce, bouillant d'impatience, clairvoyant mais assez peu soucieux du réalisme politique alors même que la société québécoise connaît d'énormes transformations qu'il cherche à orienter pour lui faciliter l'entrée dans la modernité.

La présence structurante du libéralisme radical, voilà certes l'autre intérêt marquant de ce livre. Ses conclusions s'inscrivent d'emblée dans le débat historiographique entourant l'existence et les nuances d'expression du